

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-phase-3-en-Ukraine>

SCOTT RITTER : « La phase 3 en Ukraine

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juin 2022

Description :

SCOTT RITTER : « La phase 3 en Ukraine. Aucune aide militaire occidentale n'a pu empêcher la Russie d'atteindre son objectif militaire de libérer l'intégralité des territoires de Lougansk et de Donetsk alors que débute la phase 3 (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aucune aide militaire occidentale n'a pu empêcher la Russie d'atteindre son objectif militaire de libérer l'intégralité des territoires de Lougansk et de Donetsk alors que débute la phase 3.

« L'opération militaire spéciale » de la Russie, qui a débuté le 24 février, entre dans son quatrième mois. Malgré une résistance ukrainienne plus forte que prévue (soutenue par des milliards de dollars d'aide militaire occidentale et des renseignements précis et en temps réel sur le champ de bataille fournis par les États-Unis et d'autres membres de l'OTAN), la Russie est en train de gagner la guerre sur le terrain, et de façon considérable.

Après plus de 90 jours d'une propagande ukrainienne incessante, relayée aveuglément par des médias occidentaux complices qui vantent les succès des forces armées ukrainiennes sur le champ de bataille et la prétendue incompetence de l'armée russe, les Russes sont [sur le point d'atteindre l'objectif](#) déclaré de leur opération, à savoir la libération des nouvelles républiques indépendantes du Donbass, Lougansk et Donetsk, que la Russie a reconnues deux jours avant son invasion.

La victoire russe dans le Donbass intervient après des semaines de combats intenses qui ont vu l'armée russe changer de stratégie par rapport à ce que l'on a appelé la *phase 1*. Il s'agissait de l'acte d'ouverture d'un mois qui, [selon](#) le président russe Vladimir Poutine dans son discours du 24 février, était chargé de mener des « actions sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine avec la mise en oeuvre de mesures pour sa démilitarisation et sa dénazification ».

Poutine a déclaré que l'objectif était de rétablir « la RPD [République populaire de Donetsk] et la RPL [République populaire de Lougansk] à l'intérieur des frontières administratives des régions de Donetsk et de Lougansk, ce qui est inscrit dans les constitutions des républiques ».

Le 25 mars, le chef de la direction opérationnelle principale de l'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie, le colonel général Sergueï Rudskoï, a [déclaré](#) que « les principaux objectifs de la première phase de l'opération ont été atteints. Les capacités de combat des forces armées ukrainiennes ont été considérablement réduites, ce qui nous permet, une fois de plus, de concentrer nos principaux efforts sur la réalisation de l'objectif principal - la libération du Donbass ».

Selon Rudskoy, les objectifs de la *phase 1* étaient de causer :

« De tels dommages à l'infrastructure militaire, à l'équipement, au personnel des forces armées de l'Ukraine, dont les résultats permettent non seulement d'entraver leurs forces et ne leur donnent pas la possibilité de renforcer leur groupement dans le Donbass, mais ne leur permettront pas non plus de le faire jusqu'à ce que l'armée russe libère complètement les territoires de la RPD et de la RPL. Les 24 formations des forces terrestres qui existaient avant le début de l'opération ont subi des pertes importantes. L'Ukraine n'a plus aucune réserve organisée ».

La Russie a achevé la *phase 1* malgré les efforts des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE pour fournir à l'Ukraine une quantité importante d'assistance militaire létale, principalement sous la forme d'armes antichars et antiaériennes légères. « Nous considérons que c'est une vaste erreur », a conclu Rudskoy, « que les pays occidentaux fournissent des armes à Kiev. Cela prolonge le conflit, augmente le nombre de victimes et ne pourra pas influencer l'issue de l'opération ».

« Extrêmement mauvaise »

L'histoire du conflit jusqu'à présent a donné raison à Rudskoy - aucune aide militaire occidentale n'a pu empêcher la Russie d'atteindre son objectif militaire de libérer l'intégralité des territoires de Lougansk et de Donetsk.

Comme l'a [admis](#) le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmitry Kuleba, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, « je ne veux pas que quiconque ait le sentiment que la guerre est plus ou moins OK. La situation dans le Donbass est extrêmement mauvaise ».

Finies les déclarations audacieuses faites à la veille des célébrations du 9 mai, jour de la Victoire, lorsque les nombreux détracteurs de la Russie proclamaient que la *phase 2* de l'offensive de Rudskoï dans le Donbass était au point mort et que la Russie serait, à brève échéance, contrainte de passer de l'attaque à une position défensive, marquant ainsi le début d'une retraite qui, selon les Ukrainiens, aboutirait non seulement à la reconquête de tous les territoires perdus jusqu'à présent, mais aussi de la Crimée.

Cette pensée fantaisiste a fait place à la dure réalité qui ignore la propagande et privilégie la sale besogne consistant à détruire l'ennemi par la puissance de feu et les manoeuvres. Cette tâche s'est toutefois trouvée compliquée par le fait que pendant les huit années de conflit incessant dans le Donbass, qui ont précipité l'invasion russe, l'armée ukrainienne avait préparé une ceinture défensive qui était, comme l'a noté le général Rudskoï dans son exposé du 25 mars, « profondément échelonnée et bien fortifiée en termes d'ingénierie, consistant en un système de structures monolithiques en béton ».

Selon Rudskoy, les opérations offensives contre cette ceinture défensive étaient, par nécessité, « précédées d'une attaque de feu nourri sur les bastions de l'ennemi et ses réserves ».

L'avantage de l'artillerie russe a été un facteur clé dans l'issue victorieuse de ses opérations de la *phase 2*, pulvérisant les défenses ukrainiennes et ouvrant la voie à l'infanterie et aux blindés pour achever les survivants.

Selon les [briefings quotidiens](#) fournis par le ministère russe de la Défense, les Ukrainiens perdent l'équivalent d'un bataillon en hommes tous les deux jours, sans parler des dizaines de chars, de véhicules de combat blindés, de pièces d'artillerie et de camions.

En effet, plusieurs observateurs de ce conflit, [dont moi-même](#), ont prévu que, sur la base d'une analyse prédictive tirée des mathématiques militaires de base concernant les niveaux de pertes réels et prévus, il y avait une réelle attente que la Russie, à la fin de la phase deux, aurait pu prétendre, avec justification, qu'elle avait atteint la plupart, sinon tous les objectifs politiques et militaires fixés au début de l'opération.

La logique voulait que le gouvernement ukrainien, dépourvu d'une armée viable, n'ait d'autre choix qu'une version moderne de la capitulation de la France en juin 1940, après des victoires décisives de l'armée allemande sur le champ de bataille.

Alors que la Russie continue de se positionner pour une victoire militaire décisive dans l'est de l'Ukraine, elle pourrait vraisemblablement se limiter à la libération du Donbass, à la prise du pont terrestre reliant la Crimée au continent de la Fédération de Russie (via le Donbass) et à l'expansion de la tête de pont de Kherson pour sécuriser les ressources en eau douce de la Crimée qui avaient été coupées par le gouvernement ukrainien depuis 2014.

L'état des objectifs de la Russie

Dans son traité classique, « De la guerre », le théoricien militaire prussien Carl Von Clausewitz a [écrit](#) ce qui est devenu l'un des truismes ultimes des conflits impliquant des nations, à savoir que « la guerre est une continuation de la politique par d'autres moyens ». Cette affirmation est aussi vraie aujourd'hui que lorsqu'elle a été publiée en 1832.

Poutine a formulé deux objectifs politiques principaux pour l'opération militaire : maintenir l'Ukraine hors de l'OTAN et créer les conditions pour que l'OTAN accepte les demandes de la Russie énoncées dans deux projets de traités présentés aux États-Unis et à l'OTAN le 17 décembre 2021. Ces propositions de traité établissent un nouveau cadre de sécurité européen en exigeant le retrait de la puissance militaire de l'OTAN jusqu'aux frontières qui existaient en 1997. L'OTAN et les États-Unis ont rejeté les demandes de la Russie.

En ce qui concerne les objectifs militaires, outre la libération du Donbass, Poutine a déclaré dans son discours du 24 février, annonçant l'invasion, que la Russie « cherchera à démilitariser et à dénazifier l'Ukraine, ainsi qu'à traduire en justice ceux qui ont perpétré de nombreux crimes sanglants contre des civils, notamment contre des citoyens de la Fédération de Russie ».

Si la défaite du régiment Azov et d'autres formations néonazies lors de la bataille de Marioupol a représenté une étape décisive vers la réalisation de cet objectif, plusieurs milliers de combattants néonazis, organisés en diverses formations [militaires](#) et [paramilitaires](#), continuent de se battre sur les lignes de front dans l'est de l'Ukraine et de mener des opérations de sécurité dans les zones arrière ukrainiennes.

La dénazification comporte toutefois une importante composante politique qui, pour l'instant, n'est pas prise en compte par l'opération militaire russe, à savoir le maintien des partis politiques d'extrême droite et néonazis ukrainiens à un moment où [toute autre activité politique](#) a été interdite par la loi martiale.

En fait, la « nazification » de la vie politique ukrainienne s'est développée de manière exponentielle depuis l'invasion russe, l'Ukraine étant davantage sous l'influence de l'idéologie de Stepan Bandera, le nationaliste ukrainien dont les partisans ont tué des centaines de milliers de juifs, de tziganes, de Polonais et de Russes alors qu'ils combattaient aux côtés de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Si, auparavant, la Russie a pu concevoir un règlement politique qui voyait le gouvernement ukrainien composé de partis politiques de droite et de leur progéniture militarisée, le fait est qu'aujourd'hui le gouvernement ukrainien s'est de plus en plus [aligné](#) sur le mouvement néonazi pour renforcer son pouvoir face à une opposition politique intérieure croissante à la guerre avec la Russie.

Une véritable dénazification, à mon avis, exigerait que la Russie renvoie le gouvernement Zelensky du pouvoir et le remplace par une nouvelle direction politique qui soutiendra agressivement l'objectif russe d'éradication de l'idéologie néonazie en Ukraine. Jusqu'à présent, rien n'indique qu'il s'agisse d'un objectif russe.

Re-Militarisation

De même, la démilitarisation est devenue beaucoup plus difficile depuis l'invasion du 24 février. Alors que l'aide militaire fournie à l'Ukraine par les États-Unis et l'OTAN avant cette date pouvait se mesurer en [centaines de millions de dollars](#), depuis le début des opérations de la phase 2, cette aide a augmenté au point que l'aide militaire totale fournie à l'Ukraine par les seuls États-Unis avoisine les [53 milliards de dollars](#).

Non seulement cette aide a eu un impact mesurable sur le champ de bataille en termes de personnel militaire russe tué et d'équipement détruit, mais elle a également permis à l'Ukraine de reconstituer une puissance de combat qui avait été précédemment détruite par les forces russes.

Bien que ce soutien considérable ne soit pas en mesure d'inverser le cours de l'inévitabilité concernant la portée et l'ampleur de la victoire militaire russe dans le Donbass, il signifie qu'une fois que la Russie aura atteint son objectif déclaré de libérer les républiques séparatistes, la démilitarisation n'aura toujours pas eu lieu. En outre, étant donné que la démilitarisation suppose que l'Ukraine soit dépouillée de toute influence de l'OTAN, notamment en termes d'équipement, d'organisation et de formation, on peut affirmer que l'invasion russe a réussi à faire de l'Ukraine un partenaire plus proche de l'OTAN qu'avant le début de l'opération militaire spéciale.

Les questions juridiques

Si la Russie était les États-Unis, fonctionnant selon la notion d'un « ordre international fondé sur des règles », la question du dépassement de la justification légale d'un conflit ne poserait pas de problème - il suffit de voir comment une succession d'administrations présidentielles américaines ont abusé de l'autorisation du Congrès pour l'utilisation de la force militaire (AUMF) adoptée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 en l'utilisant à tort pour justifier des opérations qui ne relevaient pas de leurs compétences légales.

Un parti peut s'en tirer avec de telles incohérences s'il est responsable, comme les États-Unis, de l'élaboration et de la mise en oeuvre des règles du jeu (le fameux « ordre international fondé sur des règles »). Cependant, Vladimir Poutine, lors de sa rencontre avec le président chinois Xi Jinping à l'occasion de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver, s'est [engagé](#) sur une voie politique qui voit la Russie, ainsi que la Chine, rejeter l'ordre international fondé sur des règles qui définit la vision d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, et le remplacer par un « ordre international fondé sur le droit » multipolaire fondé sur la Charte des Nations Unies.

Poutine a été très prudent en essayant de lier l'opération militaire de la Russie aux autorités légales qui existent en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies régissant la légitime défense. La construction spécifique impliquée - qui a cité ce qui équivaut à une revendication d'autodéfense préventive et collective - repose sur les affirmations russes selon lesquelles « les forces armées de l'Ukraine achevaient la préparation d'une opération militaire visant à prendre le contrôle du territoire des républiques populaires ».

C'est la menace imminente posée par cette prétendue opération militaire ukrainienne qui donne une légitimité à la revendication de la Russie. En effet, la phase 1 et la phase 2 de l'opération russe étaient spécifiquement adaptées aux besoins militaires nécessaires pour éliminer la menace que représente pour Lougansk et Donetsk le renforcement de la puissance militaire ukrainienne dans l'est de l'Ukraine.

Un problème, cependant, apparaît lorsque la Russie achève sa tâche de destruction, de démantèlement ou de dispersion des militaires ukrainiens dans la région du Donbass. Si l'on pouvait auparavant affirmer qu'une menace imminente continuerait d'exister tant que les forces ukrainiennes posséderaient une puissance de combat suffisante pour reprendre la région du Donbass, un tel argument ne peut être avancé aujourd'hui.

À un moment donné, la Russie annoncera qu'elle a vaincu les forces militaires ukrainiennes déployées dans l'est et, ce faisant, mettra fin à la notion de menace imminente qui lui a donné la justification légale d'entreprendre son opération.

Cela s'est produit en raison des succès majeurs de l'armée russe sur le champ de bataille. Mais cela laissera à la Russie un certain nombre d'objectifs politiques non atteints, notamment la dénazification, la démilitarisation, la neutralité ukrainienne permanente et l'adhésion de l'OTAN à un nouveau cadre de sécurité européen conforme aux lignes tracées par la Russie dans ses propositions de traité de décembre 2021. Si la Russie devait mettre un terme à son opération militaire à ce stade, elle céderait la victoire politique à l'Ukraine, qui « gagnerait » en ne perdant pas.

La phase 3

Le défi auquel la Russie sera confrontée à l'avenir consiste donc à définir l'ampleur et la portée de la phase 3 de manière à conserver le type d'autorité juridique qu'elle a affirmé pour les deux premières phases, tout en rassemblant une puissance de combat suffisante pour accomplir ses tâches. Il me semble que l'une de ces tâches consisterait à renverser le gouvernement Zelensky et à le remplacer par un gouvernement désireux et capable de proscrire l'idéologie de Stepan Bandera. Il pourrait également s'agir de lancer une opération militaire dans le centre et l'ouest de l'Ukraine pour détruire complètement les éléments reconstitués de l'armée ukrainienne ainsi que les forces affiliées aux néonazis qui ont survécu.

Dans l'état actuel des choses, les actions de la Russie sont mises en oeuvre sur la base des pouvoirs juridiques limités accordés à Poutine par la Douma, le parlement russe. L'un des aspects les plus contraignants de ces pouvoirs est qu'ils limitent la structure des forces russes à ce qui peut être assemblé en temps de paix. La plupart des observateurs estiment que la Russie atteint la limite de ce qui peut être demandé à ces forces.

Toute expansion à grande échelle des opérations militaires russes en Ukraine, qui chercherait à aller au-delà du territoire conquis par la Russie au cours des phases un et deux, nécessitera des ressources supplémentaires que la Russie pourrait avoir du mal à rassembler dans le cadre des contraintes imposées par un dispositif de temps de paix. Cette tâche deviendrait pratiquement impossible si le conflit ukrainien devait s'étendre à la Pologne, à la Transnistrie, à la Finlande et à la Suède.

Seuls les dirigeants russes peuvent décider de ce qui est le mieux pour la Russie, ou de ce qui est jugé viable sur le plan militaire. Mais la combinaison d'un mandat légal expiré, d'objectifs politiques non atteints et de la possibilité d'une expansion massive de la portée et de l'ampleur des opérations de combat, qui pourraient éventuellement inclure un ou plusieurs membres de l'OTAN, montre qu'il est absolument nécessaire que la Russie définisse la mission de la phase 3 et explique pourquoi elle en a besoin.

Si elle ne le fait pas, la Russie risque de se retrouver dans l'incapacité de conclure avec succès un conflit qu'elle a choisi d'engager à la fin du mois de février.

Scott Ritter* pour [Consortium News](#)

[Consortium News](#). Usa, le 30 mai 2022

***William Scott Ritter Jr.** est né aux États-Unis en 1961 dans une famille de militaires. Après des études universitaires, il rejoint l'armée et travaille comme officier du renseignement militaire dans les années 80, Ancien inspecteur de la commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) en Irak entre 1991 et 1998. Son livre le plus récent est « [Disarmament in the Time of Perestroika](#) », publié par Clarity Press.

Traduction : [Réseau International](#)